

COUR D'APPEL DE BORDEAUX
PARQUET DU TGI
D'ANGOULEME

Sous les références :

Code unité	Nmr P.V.	Année	Nmr dossier justice
14529	01383	2013	

**PROCÈS-VERBAL D'AVIS À VICTIME D'UNE COMPARUTION SUR
RECONNAISSANCE PRÉALABLE DE CULPABILITÉ**

Nous soussigné MDL/Chef Steven DOS SANTOS ABREU, Officier de Police Judiciaire
rapportons les opérations suivantes :

Agissant en application des dispositions de l'article 495-7 du Code de Procédure Pénale et
conformément aux instructions reçues ce jour de M VIDALIE Cyril Vice-Procureur de la République à
ANGOULEME 16000

Notifions à :

Monsieur Jacky BRUNET
né le 22/11/1948 à AUSSAC VADALLE 16560 (France)
Demeurant : rue de fraîche brise - AUSSAC VADALLE 16560 (France)
Profession : Adjoint au maire

victime des faits suivants :

Natif : 80
**DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION
PUBLIQUE**

que l'enquête effectuée met en cause **Steven SORET**

Nous avisons Jacky BRUNET que M VIDALIE Cyril Vice-Procureur de la République, a décidé
de recourir contre l'auteur des faits à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de
culpabilité, en lui proposant une ou plusieurs peines. Si l'auteur des faits accepte, il comparaitra devant
le président du tribunal de grande instance ou un juge délégué qui pourra homologuer cette proposition,
et il devra alors exécuter cette ou ces peines comme s'il avait été condamné par le tribunal
correctionnel.

Nous informons Jacky BRUNET qu'il est invité à comparaître en même temps que cette
personne devant ce magistrat pour faire valoir ses droits en se constituant partie civile et en formant une
demande de dommages et intérêts.

Nous l'invitons à se présenter, avec copie du procès-verbal

Tribunal Correctionnel à ANGOULEME
Place Francis Louvel
ANGOULEME 16000

en date du

vendredi 27 juin 2014 à 08 heures 30

La victime est informée qu'elle est invitée à se présenter à l'audience munie de toutes pièces
justificatives utiles.

L'intéressé est informé qu'il peut être assisté d'un avocat choisi par lui ou désigné par le
bâtonnier de l'ordre des avocats si il en fait la demande, et que cet avocat sera à ses frais, sauf si il
bénéficie d'une assurance de protection juridique ou si il remplit les conditions pour obtenir l'aide
juridictionnelle (*La moyenne mensuelle des ressources perçues entre le 1er Janvier et le 31 Décembre
de l'année précédente (sans tenir compte des prestations familiales et de certaines prestations sociales)
doit être inférieure à un plafond de ressources.*)

La personne convoquée

L'Officier de Police Judiciaire



*Ce plafond est de 936 euros mensuels (Revenus 2013) pour bénéficier de l'aide juridictionnelle totale.
Il est de 1404 euros mensuels (Revenus 2013) pour bénéficier de l'aide juridictionnelle partielle.
Ces plafonds sont majorés de 168 euros pour chacune des deux premières personnes à charge et 106
euros pour chacune des personnes suivantes.
Sont considérées comme personnes à charge le conjoint, le concubin, les descendants et ascendants.)*

Pour toute question se rapportant à l'assistance d'un avocat, à la réparation du préjudice subi ou
aux conditions d'octroi de l'aide juridictionnelle, il convient de contacter l'**Association de Soutien des
Victimes d'Actes de Délinquance** au 05.45.37.11.11.

Fait et clos à _____, le _____

La personne convoquée



L'Officier de Police Judiciaire

